

Le RESAM, au cœur de l'engagement des jeunes du Pays de Morlaix

(Plume Citoyenne) A la suite de la 2^{ème} édition du Forum des Coopérations des Transitions ayant eu lieu le samedi 11 juin à l'Université de Lorient, Cohérence publie une série d'articles sur la thématique de l'engagement.

Pour ce premier article, nous avons pu échanger avec Andrea Lauro, animateur au RESAM, du Centre de ressources, pour le conseil, la formation, le matériel, le site internet et l'engagement citoyen, notamment de jeunes.



Cohérence : « Peux-tu nous présenter le RESAM ? »

Andrea : « Oui, le RESAM c'est le **Réseau d'échanges et de services aux associations du Pays de Morlaix**. Le RESAM est né au début des années 2000 suite à une recherche-action liée au développement d'emploi pour les jeunes, en tant que service au sein de la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC). On a vu

qu'il y avait de nombreuses associations sur le pays de Morlaix mais que celles-ci étaient isolées. On a donc voulu donner tout d'abord donner les moyens à ces associations de se rencontrer. C'est de là qu'est né le RESAM. Puis 10 ans plus tard, en 2011, le RESAM est devenue une association autonome avec un effectif qui s'est étoffé jusqu'à 5 à 7 personnes aujourd'hui.

L'année dernière, le RESAM a réalisé un **dispositif local d'accompagnement**, dispositif public permettant aux associations employeuses, structures d'insertion par l'activité économique et autres entreprises d'utilité sociale de bénéficier d'accompagnements sur mesure afin de développer leurs activités, de se consolider et à créer ou pérenniser des emplois.

À la suite de cet accompagnement, il a été décidé de changer le modèle de gouvernance pour adopter un modèle inspiré des **principes de la sociocratie**. Le RESAM est composé de 7 cercles autonomes et reliés (richesses humaines, finances, engagement, formation et services, observatoire, porte vois, vie associative et territoire et salarié.e.s). Chaque cercle est représenté au Conseil d'administration qui participe également à la prise de décisions (ressources humaines et financements, etc.). Les adhérents rejoignent librement les cercles. Ce nouveau modèle de gouvernance est surtout pensé pour permettre la participation des associations (qui représentent 84% des adhérents) ainsi que des salariés du RESAM.

Le RESAM porte un projet d'accompagnement de la vie associative sous la forme de services. Mais la vocation principale c'est **la volonté de faire réseau, de créer des rencontres** dans une démarche d'**éducation populaire**. Les activités du RESAM sont principalement l'engagement des jeunes, la formation, la location de matériel, la mise à disposition d'informations, comme avec l'annuaire qui recense les associations en activité du pays de Morlaix. »



Réunion des jeunes au sein de l'espace 2D

Cohérence : « Comment parvenez-vous à susciter un engagement à travers vos activités ? »

Andréa : « Parfois, on y arrive et parfois pas. On arrive à susciter l'engagement dans la façon dont on approche les personnes. **Faire réseau permet de faire connaître les associations et susciter l'engagement.** On oriente les bénévoles vers les associations. Par exemple, en diffusant des informations, comme une demande de financement participatif d'une association, on aide des personnes à connaître une association.

On se fait **l'intermédiaire entre les initiatives des associations** avec des outils partagés. On suscite l'engagement en faisant connaître et en valorisant les missions des bénévoles sur le territoire. Pour ce faire, une plateforme pour le bénévolat qui recense toutes les missions existantes sur le pays de Morlaix a été créée. C'est un outil à la fois

numérique et physique à travers l'animation de temps de rencontre. Cela fait le lien entre les acteurs, les nouveaux arrivants sur le territoire mais également les jeunes qui veulent s'engager dans la vie associative.

Il y a un réseau de solidarité à Morlaix et on essaie de faire « tâche d'huile » en communiquant par thématique. »

Cohérence : « Comment accueillez-vous les personnes venant vers vous ? »

Andrea : « Le RESAM a créé des outils et des ressources nécessaires à l'accueil des bénévoles. Par exemple, des soirées de rencontres avec les associations pour savoir comment on mieux accueillir les bénévoles.

Le RESAM porte également le projet du 2D-Espace libre, un lieu librement accessible aux jeunes de 18 à 30 ans afin qu'ils développent leurs initiatives, en dehors de toute institution. Cela favorise leur engagement sur un territoire.

Des structures, comme l'Université, le Lycée, la Mission Locale, les Points d'Accueil et d'Écoute Jeunes (PAEJ), la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC), la Ville de Morlaix, Morlaix Communauté y organisent également des événements pour créer du lien. Les clés de l'espace sont dans divers lieux dans la ville. Dans notre dimension d'accueil, y a l'idée que c'est **un lieu brut et modulable pour y développer n'importe quel projet. Cela casse un peu les barrières.**

Le 2D accueille un chantier d'insertion numérique de l'ULAMIR, des chantiers de jeunes bénévoles ou encore Odyssée, service d'accueil des mineurs étrangers isolés sur le département du Finistère. Tout cela favorise le croisement et la mixité des différents publics et participe à la dimension d'accueil. »

Cohérence : « Quels sont les facteurs de la coopération et les difficultés rencontrées pour la créer voire la maintenir une

fois établie ? »

Andrea : « On coopère à différentes échelles. Par exemple, avec l'État au niveau départemental, le RESAM s'est engagé cette année dans **la démarche Guid'Asso**. Cette démarche existe également au niveau national et vise à labelliser les acteurs qui accompagnent les associations. On coopère également avec les collectivités et les bénévoles, qui eux-mêmes coopèrent entre eux. Les difficultés que l'on peut rencontrer sont souvent d'ordre financier ou politique. Par exemple, la collectivité avec laquelle on va travailler peut avoir une vision différente de la nôtre sur certains projets et coopérer peut s'avérer difficile surtout lorsque la collectivité est chargée du financement.

Entre associations, **la coopération rencontre ses limites**. Le sentiment d'exclusion sur des projets, la **mise en concurrence** entre les associations peut être des freins à la coopération. La coopération est difficile à maintenir quand une nouvelle personne intègre une équipe avec une **vision des choses différente**. Dans les périodes de **surcharge de travail**, on oublie de coopérer. La coopération demande du temps. Certains sujets amènent plus de coopération notamment sur l'accompagnement de la vie associative, sur l'engagement des jeunes, pour les formations des volontaires en service civique et lors de grands événements comme le festival des Solidarités, Festisol. »

Cohérence : « **Quels moyens (communication, d'animation, humains) mobilisez-vous pour faire pour toucher le plus de monde ?** »

Andréa : « Nous utilisons surtout des outils numériques comme **la lettre d'informations** hebdomadaire. Cela permet de faire découvrir les initiatives des membres du réseau aux adhérents et aux autres structures associatives. On utilise aussi un agenda partagé.

On a aussi créé un outil appelé *Bénévol'art*, qui est une sorte de charte expliquant le parcours de vie de l'association et la façon dont on accueille les bénévoles.

La rencontre directe fait aussi partie de nos outils. Au mois de septembre, le RESAM est présent sur les **forums des associations**. C'est l'occasion pour nous de rencontrer les associations et identifier leurs besoins, les mettre en relation avec d'autres associations, avoir des retours sur nos activités. On organise également des temps de travail collectif, des moments de rencontre comme les speed dating où les associations et les jeunes échangent en quelques minutes.

»

Cohérence : « A quelle occasion et par quels moyens avez-vous réussi à toucher le plus grand nombre ? Pouvez-vous nous parler de cette expérience ? »

Andrea : « Une expérience qui a rencontré pas mal de succès, c'est le **Festival des solidarités (Festisol)**, qui a eu lieu en novembre dernier et organisé par **La Maison du Monde, collectif animé par le RESAM**. C'est un festival très riche. Ce festival existe depuis plus de 20 ans et a lieu chaque année. C'est le rendez-vous annuel sur la solidarité qui réunit plusieurs associations autour de l'entraide. Il y a une thématique nationale (environnement, solidarité, etc.) sur laquelle on organise des conférences, des débats, des projections de films avec intervenant, spectacles, animations et témoignages. C'est toujours une réussite. C'est un événement qui mobilise les gens et sur lequel de nombreuses associations sont présentes et qui crée une dynamique territoriale. On a une communication collective et une mobilisation du réseau de chaque association. **C'est un bon exemple de réussite et de mobilisation ce Festival et ce, grâce à la coopération entre association différentes, la mobilisation collective et le réseau de chaque association qui est mobilisé.** »



Cohérence : « Comment est-ce que vous favorisez la connexion entre les acteurs de la transition sur le territoire du Pays de Morlaix ? »

Andrea : « On travaille en partenariat avec d'autres acteurs comme l'espace associatif de Quimper, le Mouvement Associatif de Bretagne (MAB) et le Réseau national des Maisons des associations. On travaille dans une dynamique de coopération avec les autres acteurs du territoire. »

Cohérence : « Merci beaucoup Andrée pour ce moment d'échange. »

Andrée : « Merci à vous. »

Le Défi Callacois : un projet d'envergure dans les Côtes

d'Armor

(Plume citoyenne) La ville de Callac relève le défi de la transition écologique et solidaire ! D'Avril à Octobre 2022, les callacoises et callacois se verront proposer un court diagnostic de leurs pratiques du quotidien. Le but est d'identifier des pistes d'améliorations possibles sur les thèmes de la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie, pour arriver à une réponse massive et progressive aux enjeux économiques et environnementaux actuels.

C'est dans le cadre du programme de Guingamp-Paimpol agglomération « Le climat change. Et moi ? » que ce projet est né. Ayant pour objectifs de sensibiliser et mobiliser massivement les habitant-es en faveur des transitions écologiques, Guingamp-Paimpol Agglomération a proposé à la commune de Callac de participer à cette expérimentation. C'est dans ce cadre que Cohérence et la société Kovalence ont été missionné par l'agglomération pour accompagner les habitant-es.

La démarche est d'accompagner les foyers callacois en les aidant à identifier les points à valoriser et/ou à améliorer dans leurs pratiques quotidiennes. Selon leurs envies et contraintes, les callacois-es seront accompagnés dans leurs démarches, et conseillés sur les alternatives, contacts ou aides publiques possibles pour réaliser leurs transitions.

Cette opération se déroulera d'avril à juillet 2022 et s'achèvera par la tenue d'une fête organisée par la commune le 1^{er} octobre 2022.

Une première expérience, qui si elle réussit, pourrait être étendue à d'autres communes de Guingamp-Paimpol agglomération.

Pssst...nous avons besoin de vous !



Nous sommes un webmédia associatif, basé à Morlaix qui met en avant les actrices et les acteurs des transitions écologiques nécessitant évidemment des transitions sociales, culturelles et solidaires dans nos territoires de Bretagne. Outre, notre site d'information, alimenté par notre journaliste-salariée et par des plumes citoyennes bénévoles, nous menons ponctuellement des actions de sensibilisation aux transitions et de formation aux médias citoyens avec des interventions auprès d'associations et d'établissements scolaires.

Pour tout cela, nous avons le soutien de collectivités territoriales et de l'Etat. Percevoir de l'argent public pour nos activités d'intérêt général fait sens pour nous.

Pour autant, votre participation citoyenne nous est essentielle. Si vous appréciez nos articles, vous pouvez contribuer au fonctionnement de l'association et au maintien de l'accès gratuit au site en cliquant ici pour faire un don : <https://www.helloasso.com/associations/eco-bretons/formulaires/2/widget>

*Vous pouvez également faire un don par chèque, à l'ordre de l'association Eco-Bretons, et envoyer le tout à : Eco-Bretons, 52 Route de Garlan – Kerozar, 29600 Morlaix
D'avance merci !*

Vers des conventions citoyennes locales pour le climat ?

Depuis la Convention Citoyenne pour le Climat (CCC) d'autres expériences de ce type ont vu le jour en France : une Convention citoyenne (« *pour réinventer notre modèle de société* ») par la Région Occitanie en septembre-octobre 2020 et une Convention Citoyenne locale pour le climat en septembre 2021 par Est ensemble (9 villes à l'est du Grand Paris). Récemment, la région Bretagne a annoncé, à la suite de la Breizh Cop, le lancement d'un Haut Conseil pour le climat et d'une chambre citoyenne.

Ce débat a été l'occasion de s'interroger avec les intervenant-es convié-es, les membres du Réseau et d'autres sur la pertinence de décliner cette expérience à un niveau local (régional ou intercommunal) et sur l'implication que pourrait porter le réseau dans de tels processus.

Vous pouvez retrouver l'ensemble du débat en vidéo ci-dessous ainsi qu'un résumé des éléments qui ressortent de ces échanges.

Merci aux trois intervenant-es qui ont permis un débat de haute qualité :

- **Grégory Dos Santos**, citoyen tiré au sort de la CCC et membre de la commission « Se nourrir »
- **Romane Rozencwajg**, doctorante en Sciences Politiques et observatrice accréditée de la CCC
- **Aurélien Vernet**, fondateur de la CLIC – Citoyennes.ens Lobbyistes d'Intérêts Communs >

Tou-ttes deux membres de Bascule Argoat, collectif du Centre Bretagne porteur d'une initiative d'assemblée locale auprès de Roi Morvan Communauté.

Un bilan mitigé de la Convention Citoyenne pour le Climat

D'octobre 2019 à juin 2020 s'est tenue une expérience démocratique inédite en France : une Convention Citoyenne pour le Climat (CCC)¹ ayant pour objectif de « *proposer des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici 2030 dans une logique de justice sociale* ». Cette initiative, prise par le Président de la République à la suite du Mouvement des Gilets Jaunes, a suscité de nombreux débats sur son utilité et sa pertinence. Gregory Dos Santos (38 ans ; électricien) a été surpris de recevoir un texto pour participer à la Convention (et a presque cru à un canular). Il rapporte qu'au sein même de la Convention Citoyenne le tirage au sort a aussi été utilisé largement : pour répartir les 150 dans les groupes thématiques, pour désigner les animateurs de ces groupes et les 2 citoyen-nes membres du comité de gouvernance (désignés à chaque session). Les 150 tiré-es au sort ont été formés afin de partir sur un tronc commun (session 1 et 2) sur le changement climatique, certaines personnes n'étaient pas bien informé-es sur ces questions avant de vivre la CCC et ont eu un choc de réaliser l'ampleur des enjeux climatiques. Ensuite, les sessions ont été dédiés au travail par groupe thématique avec les auditions nombreuses des expert-es, de tout bords possibles (par exemple le groupe « Se nourrir » a souhaité entendre la FNSEA en même temps que

la Confédération Paysanne) et le travail sur les propositions.

Le groupe des 150 tire une conclusion mitigée de cette aventure. En effet, le processus a pu être décevant et contre-productif car le gouvernement est revenu sur l'engagement d'adopter sans filtre l'ensemble des propositions de la CCC. De plus, les mesures prises suite aux propositions de la CCC restent insuffisantes au regard des enjeux climatiques et des bouleversements déjà en cours². Cependant l'association des 150 reconnaît que la CCC a renforcé la présence du sujet du changement climatique dans le quotidien des français et que ce type de processus serait pertinent à réitérer afin d'améliorer la vie démocratique du pays.

Les Conventions Citoyennes : de quoi parle-t-on ? Quels enjeux, quelles limites et comment les dépasser ?

La démocratie participative vise à associer les citoyen-nes aux processus de décisions politiques. La Convention Citoyenne prend place dans un contexte de déconnexion et de désintérêt des français-es avec la politique et de délégitimation des représentant-es. La participation ou non à la vie politique est dépendante de l'âge, du genre, du niveau d'étude et de nombreuses personnes restent en dehors des processus politiques, dans lesquels un groupe spécifique est sur-représenté : les hommes blancs, âgés et éduqués. Les décisions, même si elles sont sensées être prises dans le sens de l'intérêt général, vont donc être biaisées de par cette sur-représentation. Les Conventions permettent de réunir des citoyen-nes ordinaires et des personnes habituellement éloignées de la politique, des personnes n'ayant pas le réflexe de s'investir dans les Conseils de développement, de quartier...

Le processus de construction de l'action publique inclus non seulement les élu-es mais aussi la société civile organisée (associations, lobbyistes, ...). La Convention permet au groupe participant de se former et de délibérer afin d'arriver à une

décision commune allant le plus dans le sens de l'intérêt général. Au niveau local l'avantage est que les personnes sont directement concernées et « expertes » de leur territoire.

Certaines conditions sont nécessaires pour qu'une Convention Citoyenne soit un outil efficace pour faire émerger des décisions partagées qui vont dans le sens de l'intérêt général :

- le mandat doit être limité à un objet, une question, un enjeu en lien avec une décision politique
- Avoir un minimum de 100 citoyen-nes tiré-es au sort représentatifs de la population
- Former les citoyen-nes participant-es et les aider à s'investir dans la Convention
- Avoir un engagement des élu-es : politique à adopter des propositions ou à soumettre par référendum les propositions.
- Soumettre une délibération aux élu-es qui doivent être intégrés dans le processus.
- Avoir une transparence du processus et des débats.
- Connaître et débattre dans le périmètre de compétences de l'organe politique qui porte le processus.

Quelle forme d'activisme est nécessaire aujourd'hui pour faire bouger les lignes ?

Il faut de tout pour avancer :

> Des mouvements sociaux contestataires (gilets jaunes, nouvelles formes radicales – avec les jeunes générations très défiantes à l'égard des représentant.e.s politiques, – des rapports de forces médiatiques...) : ce sont ce type de mouvements qui ont mené à la Convention Citoyenne pour le climat

> Des processus de co-construction telles que les assemblées de citoyen.ne.s, de délibérations : cela fait parti des revendications de nombreux mouvements sociaux, ces processus permettent de légitimer des décisions radicales.

Les deux formes d'activisme sont complémentaires et s'articulent très bien.

Il est intéressant également de penser la manière de faire archipel entre les processus d'assemblées, les différentes expérimentations. Si des assemblées citoyennes locales qui fonctionnent se pérennisent, il faudra discuter de la manière dont ces assemblées pourront être connectées entre elles. Cela amène à se reposer la question de l'utilité de ces assemblées. Par exemple dans le cadre du Confédéralisme démocratique, la vie locale est gérée par des Assemblées auto-gérées, par des citoyen-nes qui désignent des représentant-es pour les échelons supra locaux. Dans ces processus il faut en tout cas faire attention au renouvellement des citoyen-nes qui interviennent pour éviter une forme de professionnalisation. En comparaison avec les Conseils de Développement, ces derniers sont consultatifs et les personnes qui participent sont les gens déjà intéressés et impliqués dans le territoire, on peut donc reprocher à ce qui en sort d'être biaisées. C'est une différence fondamentale avec les Conventions qui sont délibératives pour soumettre des propositions avec des personnes tirées au sort légitimes car représentatives et choisies au hasard.

Les Conventions citoyennes ou Assemblées sont un outil, notamment à disposition des élu-es, qui permet d'amener des grands changements car lorsque c'est trop difficile de répondre aux enjeux, ces processus donnent du poids en légitimant des mesures radicales.

CONCLUSION

En remerciant les intervenant-es et participant-es à ce débat,

nous souhaitons aussi nous adresser aux représentant-es élu-es des Territoires, et plus particulièrement des intercommunalités ainsi qu'au Conseil Régional. Ce dernier a su faire preuve d'audace en proposant dans la précédente mandature la Breizhcop à l'occasion du Sraddet, en s'inspirant des moyens et méthodes de la COP21.

Si les associations environnementales et de biodiversité, non sans appréhension, ont répondu présentes et se sont engagées dans la démarche, elles n'ont pu que constater les résistances du monde agricole et industriel. A l'heure où les élu-es prennent conscience d'une nécessaire revitalisation de la décision politique, cela donnerait l'occasion d'organiser à l'échelle intercommunale ou régionale un processus de décision qui associe les citoyen-nes sur le modèle de la Convention Citoyenne. Le Réseau Cohérence souhaite continuer à travailler sur ce sujet et notamment dans la perspective de réussir à tenter une expérience de Convention Citoyenne locale dans un territoire en Bretagne avec des élu-es audacieux.

[1](https://www.conventioncitoyennepourleclimat.fr) Site officiel de la Convention Citoyenne pour le Climat
<https://www.conventioncitoyennepourleclimat.fr>

[2](https://www.hautconseilclimat.fr/actualites/le-hcc-presente-un-avis-portant-sur-le-projet-de-loi-climat-et-resilience) Avis remis par le Haut Conseil sur le Climat sur le projet de loi Climat et Résilience rendu le 23 février 2021 :
<https://www.hautconseilclimat.fr/actualites/le-hcc-presente-un-avis-portant-sur-le-projet-de-loi-climat-et-resilience>

Le covoiturage des bénévoles – Maëlle Turries d'Eau et Rivières de Bretagne

(Plume Citoyenne) Le 02 et le 16 février 2021 se déroulait la Caravane des Transitions à destination des associations de la ville d'Auray. Cet événement, en collaboration avec la ville d'Auray et le pôle ESS Peps, avait pour but d'apporter des solutions écologiques concrètes aux d'associations du territoire d'Auray et de favoriser l'entraide.

Le principe de la Caravane est simple : 1 intervenant parle de son expérience et de son plaisir d'avoir changé ses pratiques pendant une trentaine de minute.

Lors de cet événement, plusieurs thèmes ont été abordés, et notamment le **covoiturage des bénévoles** présenté par **Maëlle Turries** d'Eau et Rivières de Bretagne.

Les Marteaux du Jardin, une solution idéale pour une transition écologique et sociale à Saint-Malo.

Par [Ewan Le Gourrierec](#)*

En mai 2015, à Saint-Malo, est créée l'association *Les Marteaux du Jardin*, ayant pour objectifs la création de jardins partagés au sein de la ville malouine, mais aussi de

mettre en place diverses activités, notamment celles du bricolage, du jardinage, ainsi que des ateliers de formations et de conseils à partir de matériaux recyclés. Destinées à l'ensemble des habitants de la commune, ces activités ont pour but de valoriser le « faire soi-même » ainsi que de renforcer le lien social sur le territoire. L'installation de grainothèques, la végétalisation de l'espace public ou encore la cueillette de fruits, font partie des actions menées à Saint-Malo.

Les jardins partagés sont à la fois conçus, construits et cultivés par les habitants d'un quartier, et le fruit de cette récolte est réparti entre les différents participants. Ces espaces sont naturellement respectueux de l'environnement, se remarquant par la mise en place d'événements de découverte de la biodiversité au sein des différents jardins, ou encore par la mise en place de moments de jardinage et d'entretien de bacs ainsi que de composteurs.

Les actions et les activités menées par l'association *Les Marteaux du Jardin* sont ainsi bénéfiques dans de nombreux domaines pour le développement du territoire de Saint-Malo. Entre la création de liens sociaux et le plaisir de partager ses compétences et ses expériences en prenant le temps de découvrir de nouvelles activités, et la participation de l'association à la transition sociale et écologique, *Les Marteaux du Jardin* de Saint-Malo rayonne l'esprit environnemental qui se développe progressivement à travers plusieurs territoires de la région Bretagne.

[Local associatif : Les Marteaux du Jardin](#) – Du lundi au vendredi : 10h – 17h

24 rue du Poitou à Saint-Malo (proche de la Gare)
06-28-67-97-99 – Mail : lesmarteauxdujardin@hotmail.com

<https://www.facebook.com/marteauxdujardin>

[Bienvenue sur notre site !](#)

*Erwann Lee Gourrierec, volontaire en service civique au sein du réseau Cohérence dont Eco-Bretons est membre : « Je termine actuellement mes études de Master de Géographie, Aménagement, Environnement et Développement, parcours Nouvelles Ruralités, Agricultures et Développement local, à l'université de Paris-Nanterre. A travers mon parcours universitaire, j'ai appris à porter un regard géographique, agronomique et socioéconomique sur les espaces ruraux, ainsi que sur l'environnement ou encore sur le secteur de l'alimentation. La coordination entre les acteurs du territoire, avec un recul critique sur la gouvernance menée, est une approche par laquelle j'ai développé mes connaissances et mes compétences tout au long de ce Master. Les dynamiques agricoles, les approches existantes entre les espaces urbains et ruraux, ou encore la gestion des ressources, sont des thèmes abordés durant ma formation. Pour illustrer ce cursus universitaire, mon mémoire et mon stage de Master 1 portaient sur la mise en place et la coordination d'un réseau d'acteurs afin de lutter contre le gaspillage alimentaire en Ile-de-France, en apportant une nourriture nécessaire, et essentielle, auprès des individus les plus démunis, par le biais d'associations reconnues d'utilité publique. »

[Bienvenue sur notre site !](#)

Le «Repair Café», une initiative à développer sans modération.

(Plume Citoyenne) *Le Repair Café est apparu en 2009 aux Pays-Bas, et cette pratique s'est peu à peu répandue à travers toute l'Europe, et la Bretagne.*

Les Repair Cafés sont des ateliers dédiés à la réparation d'objets, et leur organisation a lieu au niveau local, entre des individus qui habitent ou qui fréquentent un même endroit. Les participants y apprennent à réparer leurs objets grâce à divers outils et matériaux mis à disposition, ainsi que des bricoleurs et réparateurs engagés bénévolement. Les objets réparés sont tout aussi nombreux que variés : appareils électroniques et électriques, jouets, vaisselle, vêtements, mobilier, bijoux ou encore vélos. On peut toujours y apprendre diverses choses, mais aussi aider à réparer les objets des autres, ainsi que venir boire un verre de temps à autre dans une ambiance conviviale. Les missions remplies par cette pratique permettent à pérenniser la transmission du savoir-faire dans la réparation, à établir des échanges et des rencontres entre les individus qui y participent, à diminuer la consommation de ressources naturelles et atténuer la fabrication d'objets nouveaux et de l'obsolescence programmée, ou bien encore établir des économies pour les usagers en évitant une réparation pouvant être coûteuse.

La Confédération Bretagne Environnement (CoBEN) répertorie les différents lieux de réparation existants dans la région Bretagne. Cet organisme est à la fois à la recherche de bénévoles, que ce soit pour la réparation de produits (quels que soient les connaissances et compétences du volontaire), pour l'accueil au sein des structures ou encore pour l'animation au sein des locaux. L'association encourage et accompagne à la création de Repair Cafés, partout en Bretagne. De même que la CoBEN peut aider les collectivités dans la création de Repairs Cafés sur leurs territoires. Car ces « cafés de la réparation » peuvent être gérés par différentes structures, qu'il s'agisse d'un groupe de citoyens, d'une association, d'un centre social ou encore d'une recyclerie. A l'échelle locale, les Repair Cafés sont des atouts à ne pas négliger pour une dynamique sociale, essentielle dans la prévention des déchets. Aujourd'hui, une soixantaine de Repair Cafés sont répertoriés à travers la Bretagne, comme le Repair

Café Iroise, basé à Plougonvelin (Finistère), et qui méritent davantage d'être développés et ancrés au sein des territoires.

Lien :

<https://drive.google.com/file/d/1wC7nDZcgl89ofUldhIodDuscA3eM2LUh/view>